

**ÉTABLISSEMENT****Conseil Départemental de la Guadeloupe**

Boulevard Félix Eboué

97100 Basse-Terre

**AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE SERVICES****Pouvoir adjudicateur / Entité adjudicatrice****Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur**

Conseil Départemental de la Guadeloupe, Mme Josette BOREL-LINCERTIN - PRESIDENT, Annexe DESMARAIS, 97109 BASSE-TERRE, GUADELOUPE. Tel : +33 590806245. Fax : +33 590806231. E-mail : marie-andree.jonot@cg971.fr.

**Adresse(s) internet**

Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

**Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur**

Services généraux des administrations publiques.

**Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : Non**

**Description du marché****Objet du marché**

LOCATION EN MODE SAAS D'UNE SOLUTION INFORMATISÉE DE RÉDACTION ET SUIVI DES MARCHÉS PUBLICS ET SES PRESTATIONS ASSOCIÉES - ACCORD-CADRE PASSE SELON LA PROCÉDURE ADAPTÉE ET EXÉCUTÉ PAR ÉMISSION DE BONS DE COMMANDE En application des articles R 2123-1 R 2162- 2 à 6, 2162-13 et R 2162-14 du Code de la Commande publique.

**Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)**

72212490, 48490000

**Lieu d'exécution**

CONSEIL DÉPARTEMENTAL 97100 BASSE-TERRE

Code NUTS : FRY10

**Caractéristiques principales**

- o Respecter la réglementation en vigueur relative aux marchés publics
- o Assurer une gestion sécurisée des procédures
- o Homogénéiser les documents et les procédures
- o Assister les utilisateurs à chaque étape de la procédure
- o Optimiser le processus de passation des marchés
- o Assurer un suivi complet et précis des procédures de marchés
- o Suivre l'exécution des marchés
- o Editer des rapports apportant une vue d'ensemble des marchés.

**Type de marché**

Services : Services informatiques et services connexes

**Type de procédure**

Procédure adaptée

**Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux)**

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté à bons de commande, conformément aux articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique du 01 avril 2019 relatif aux marchés publics.

SANS MONTANT MINIMUM - MONTANT MAXIMUM : 200 000 EUR

**La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics : Non**

**Des variantes seront prises en considération : Non**

**L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.**

**Division en lots : Non**

**Durée du marché ou délai d'exécution**

Durée en mois : 24 (à compter de la date de notification du marché).

**Conditions de délai****Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**

Mardi 04 février 2020 - 13:00

**Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre**

**Durée en jours** : 120 (à compter de la date limite de réception des offres).

### **Informations sur l'accord cadre**

Accord-cadre avec un seul opérateur.

### **Conditions relatives au marché**

**Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :**

- o Mandat administratif sur le budget départemental
- o Délais de paiements : 30 jours
- o Forme du prix :
  - FORFAITAIRE pour l'abonnement annuel, le paramétrage, la mise en service, et la hotline annuelle
  - UNITAIRE pour les autres prestations (formations, développements spécifiques, modules complémentaires)
- o Type de Prix : ACTUALISABLES

**Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :**

aucune forme juridique n'est autorisée.

**Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française**

Français.

**Unité monétaire utilisée : Euro.**

**L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : Non**

### **Conditions de participation**

**Critères de sélection des candidatures :**

Conditions de participation conformes aux dispositions des articles L. 2142-1, R. 2142-1, R. 2142-2 ainsi que R. 2142-5 à R. 2142-14 du Code de la Commande Publique :

**Situation juridique - références requises :**

Sans objet.

**Capacité économique et financière**

**Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :**

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global auxquels se réfère le marché au cours des trois derniers exercices ou toute autre garantie financière.

L'entreprise pourra justifier par tout moyen de sa capacité économique et financière.

**Capacité technique**

**Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :**

- Preuve de la capacité professionnelle,
- Références en prestations similaires ou équivalentes, exécutés au cours des trois dernières années

### **Conditions propres aux marchés de services**

**La prestation est réservée à une profession particulière : Non**

**Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation : Oui**

### **Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat**

**Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :**

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après).

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

#### **Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise (document à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### **Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :**

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOT12).
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### **Critères d'attribution**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- 1: Valeur technique et fonctionnelle de l'offre 50%
- 2: Prix des prestations 35%
- 3: Service d'abonnement / hotline 15%

**Une enchère électronique sera effectuée : Non**

### **Autres renseignements**

**Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice**

N°2019A019N036

**Conditions de remise des offres ou des candidatures :**

CONDITIONS D'ENVOI :

- En mode DUME, les soumissionnaires candidatent avec leur seul numéro SIRET
- Un DUME simplifié est automatiquement généré à l'écran.
- Le DUME remplace la lettre de candidature -DC1- et la déclaration du candidat et DC2 ces documents ne sont plus à fournir sauf si vous ne candidatez pas en DUME)

REMISE DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE :

Le Dépôt des offres se fera exclusivement par voie dématérialisée, avant la date et l'heure limite fixées sur la page de garde du présent règlement. Les candidats devront tenir compte des délais de chargement des fichiers pour respecter l'heure limite.

Pour le dépôt des candidatures et offres dématérialisées, les candidats se reporteront à l'aide en ligne du site de dématérialisation <https://www.marches-securises.fr>

**Date limite d'obtention :** mardi 04 février 2020 - 12:00

**Renseignements complémentaires :**

**MODALITE DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION :**

Conformément aux articles R. 2132-7 et R. 2132-13 du Code de la Commande Publique, la transmission des candidatures et des offres des entreprises se fera obligatoirement par voie électronique à l'adresse suivante <https://www.marches-securises.fr>.

**DUREE DU MARCHE :**

Par dérogation à l'article 13.1 du C.C.A.G – Techniques de l'Information et de la Communication, le marché est conclu pour une durée de deux ans à compter de la date d'émission du premier bon de commande. Il est reconductible 2 fois pour une période d'un an. La durée maximale du présent marché ne pouvant excéder 4 ans.

La décision de reconduire ou non le marché sera notifiée par écrit à l'attributaire du marché deux mois avant la date de fin. Le titulaire ne peut refuser sa reconduction.

La reconduction concerne toutes les prestations à l'exclusion de celles de mise en place de la solution. En cas de reconduction, le coût des services d'abonnement et de hotline, prévu dans l'acte d'engagement, sera reconduit pour une durée de 1 an.

**CLAUSES SOCIALES :**

Le marché comporte une clause sociale d'insertion obligatoire, se traduisant pour le candidat choisit, par l'obligation de réserver sur le marché, 1 heure de travail par tranche de 1000 € HT de prestation, à des personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi telles qu'elles sont définies dans le CCAP.

Le détail des conditions d'exécution à caractère social est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre.

Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

## Procédures de recours

**Instance chargée des procédures de recours**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LA GUADELOUPE rue Victor HUGUES 97100 BASSE-TERRE GUADELOUPE. Tél. +33 590814538. E-mail : [greffe.ta-basse-terre@juradm.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradm.fr). Fax +33 590819670. URL : <http://guadeloupe.tribunal-administratif.fr>.

**Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours**

GREFFE DE BASSE-TERRE rue Victor HUGUES 97100 BASSE-TERRE GUADELOUPE. Tél. +33 590814538. E-mail : [greffe.ta-basse-terre@juradm.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradm.fr). Fax +33 590819670. URL : <http://guadeloupe.tribunal-administratif.fr>.

## Adresses complémentaires

**Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus :**

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE Annexe Desmarais , à l'attention de Mme JONOT Marie-Andrée - Directrice , 97100 BASSE-TERRE, GUADELOUPE. Tél. +33 590806210. E-mail : [marie-andree.jonot@cg971.fr](mailto:marie-andree.jonot@cg971.fr). Fax +33 590806231. URL : <http://www.cg971.fr>.

**Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus :**

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE route du stade Félix EBOUE , à l'attention de Mme GILLANT Frédérique , 97100 BASSE TERRE, GUADELOUPE. Tél. +33 590997650. E-mail : [frederique.gillant@cg971.fr](mailto:frederique.gillant@cg971.fr). Fax +33 590997650. URL : <http://www.cg971.fr>.

**Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :**

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE route du stade Félix EBOUE , à l'attention de Mme Jannick FERDINAND , 97100 BASSE-TERRE, GUADELOUPE. Tél. +33 590997650. E-mail : [jannick.ferdinand@cg971.fr](mailto:jannick.ferdinand@cg971.fr). Fax +33 590997650. URL : <http://www.cg971.fr>.

## Date d'envoi du présent avis

27 décembre 2019

Mme LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL, Josette BOREL-LINCERTIN